

LES GUEULES CASSÉES

L'ESSENTIEL DE L'INFO

(nous citons les sources d'informations lorsque les articles ne sont pas rédigés par nos soins)

Sommaire

**Pour aller sur l'article,
cliquez sur le titre !**

Page 1

**Décès du brigadier Alexandre Martin,
engagé dans l'opération Barkhane**

Page 2

Biographie du brigadier Martin

Page 3

**Barkhane contraint à une position
d'attente**

Page 4 & 5

**Le délitement de l'opération Takuba,
symbole du difficile accouchement
de l'autonomie stratégique de l'UE**

**BULLETIN INTERNE UBFT
20 RUE D'AGUESSEAU
75008 PARIS**

Directeur de la publication :
Patrick Remm

Rédacteur en chef :
Olivier Roussel
Anne Doutremépuich

conception/ réalisation :
Anne Doutremépuich

Contact :
adoutremepuich@gueules-
cassees.asso.fr

Décès du brigadier Alexandre Martin, engagé dans l'opération Barkhane.

Le brigadier Alexandre Martin, du 54^e régiment d'artillerie (Hyères), a été tué dans une attaque au mortier dirigée contre le camp militaire de Gao. Neuf autres militaires ont été légèrement blessés. Sa mort survient alors que mardi, 4 soldats français avaient été blessés au Burkina Faso lors de l'explosion d'un improved explosive device (IED) au passage de leur véhicule. Il y a eu en 2021 3 morts au combat et un par accident parmi les militaires français déployés au Sahel. Au total, 53 soldats sont tombés sur ce théâtre depuis 2013.

L'UBFT est attentive aux blessés et se met en relation avec l'Etat-major pour lui présenter son aide.

A ses compagnons blessés lors de de l'attaque et dont le pronostique vital n'est pas engagé, l'UBFT souhaite un prompt rétablissement et apporte tout son soutien à l'engagement des militaires qui combattent sur le terrain extérieur les groupes armés terroristes.



Le cérémonial traditionnel d'hommage au défunt lui a été rendu sur le sur le pont Alexandre III mercredi 26 janvier 2022.

Le président, Patrick Remm, et le porte-drapeau national, Jean-Claude Haven, étaient présents.

La cérémonie aux Invalides s'est déroulée à huis clos.

Biographie du brigadier Martin

Brigadier Alexandre MARTIN 54e régiment d'artillerie Mort pour la France Le 22 janvier 2022.

Né le 5 mars 1997 à Rouen, le brigadier Alexandre MARTIN a accompli toute sa carrière au sein du 54e régiment d'artillerie de Hyères.

Engagé le 1er septembre 2015, il se distingue lors de sa formation initiale par son excellent état d'esprit et fait preuve d'un très bon potentiel. Affecté à la 4e batterie comme pointeur-tireur sol-air très courte portée, il est élevé à la distinction de 1re classe le 1er juin 2016.

Déployé sur l'opération Sentinelle du 4 octobre au 7 décembre 2016, il se voit décerner la médaille de la protection militaire du territoire le 12 décembre 2016.

Il reçoit également la médaille de bronze de la défense nationale le 1er janvier 2017.

Soldat particulièrement compétent, il participe à une mission de courte durée en Guyane au 3e régiment étranger d'infanterie du 22 mai au 19 septembre 2017 durant laquelle il s'investit sans compter et plus particulièrement lors des missions Titan et Harpie. Toujours motivé, il réussit brillamment sa formation générale élémentaire en janvier 2018. Cherchant constamment à accroître ses connaissances, il accède à la fonction d'adjoint chef de pièce sol-air très courte portée au sein de son unité.

De nouveau projeté en mission de courte durée en Martinique au 33e régiment d'infanterie de marine du 15 juin au 13 octobre 2018, il fait à nouveau preuve de belles qualités militaires. Il est promu au grade de brigadier le 1er décembre 2018.

D'un investissement sans faille, il est également déployé sur l'opération Sentinelle du 5 juin 2019 au 7 août 2019 puis du 1er janvier au 3 février 2021.

Il se voit décerner la médaille d'argent de la défense nationale le 1er janvier 2021.

Il participe également à un renfort temporaire avec son unité à Djibouti au 5e régiment étranger d'infanterie d'outre-mer du 3 mars au 22 avril 2021.

Engagé dans le cadre de l'opération Barkhane depuis le 19 octobre 2021, il est grièvement blessé le 22 janvier 2022 suite à des tirs indirects visant la plateforme opérationnelle désert (PfOD) de Gao, au Mali. Il est immédiatement pris en charge par le détachement médical de la PfOD où il décède des suites de ses blessures.

Décoré de la médaille de la défense nationale « argent » le 1er janvier 2021, le brigadier Alexandre MARTIN était en concubinage sans enfant.

Il est mort pour la France, dans l'accomplissement de sa mission.

Sources biographie : <https://www.defense.gouv.fr/portail/actualites2/deces-du-brigadier-alexandre-martin-engage-dans-l-operation-barkhane>

Barkhane contraint à une position d'attente

Par NICOLAS BAROTTE

LES MÊMES risques pèsent toujours sur les soldats français, indifférents aux débats politiques. Cette semaine, quatre militaires de l'opération Barkhane ont été blessés par un engin explosif improvisé sur le passage de leur véhicule. Ils ont été rapatriés en France. Ces derniers jours, plusieurs autres opérations ont été prévues, comme à l'accoutumée. Au Mali, les forces européennes et maliennes ont « harcelé » les groupes armés terroristes près d'Andéramboukane. Au Niger, l'armée a manœuvré dans la région de Chinagodrar pour « y faciliter l'installation à terme d'un poste militaire ». La guerre contre les djihadistes suit son cours habituel. Pourtant, son avenir est incertain.

Dans son discours aux armées, mercredi soir, le président de la République, Emmanuel Macron, a soigneusement évité le sujet. Si le chef de l'État a rendu hommage aux militaires de Barkhane et s'il les a félicités pour la « transformation » du « dispositif » réalisé en fin d'année dernière, il n'a rien dit de la présence française au Mali dans les mois à venir. Sans doute n'avait-il pas encore de réponse à donner alors que la junte au pouvoir à Bamako a consciencieusement franchi la plupart des lignes rouges tracées par les puissances occidentales : refus d'organiser des élections de transition en 2022, recours aux mercenaires russes du groupe Wagner, dénonciation du survol d'avions militaires et enfin demande d'amendement des accords de défense qui lient jusqu'à présent le Mali et la France. La question est étudiée « sans pression », dit-on au sein de l'état major. La junte semble décidée à s'accrocher au pouvoir quitte à pousser les Français, engagés au Sahel depuis 2013, au bout de leur patience.

Après avoir mené son « adaptation », l'automne dernier, Barkhane est entré en phase d'attente renforcée par l'entrée en campagne électorale en France. Après la fermeture de trois bases au nord du pays, Kidal, Tessalit et Tombouctou, l'armée française avait décidé de concentrer encore davantage ses forces dans la région des Trois Frontières.

Sortir de l'impasse

En se limitant aux missions de réassurance et d'accompagnement au combat, les soldats français devaient passer en seconde ligne. En diminuant ses effectifs pour passer de 5 000 soldats à environ 2 500 en 2023, Barkhane, qui devait changer de nom, allait laisser davantage de place à la force Takuba, composée de forces spéciales européennes. Le poste de commandement de Takuba, jusqu'ici installé à Menaka, devrait être transféré cette année à Gao. Le commandant de Barkhane reste pour sa part à N'Djamena, au Tchad. Emmanuel Macron ou son successeur devra décider de la suite.

Pour l'instant, les plans n'ont pas changé. Une centaine de militaires danois vient de rejoindre Takuba. Mais les alliés européens de la France, engagés pour des mandats d'une durée déterminée, pourront facilement rebrousser le chemin si la situation politique devient intenable : la mission danoise est d'ores et déjà prévue pour s'achever en 2023. Les capitales européennes ne cachent pas leurs interrogations. Les militaires français, en coulisses, ne donnent pas non plus un long avenir à Barkhane.

Tous ces risques sont étudiés par l'état-major. Comme pour se prémunir d'une mauvaise surprise au Mali, l'armée a prévu de renforcer sa position au Niger. La base de Niamey concentre tous les moyens aériens, qui permettent l'essentiel des frappes, et dispose désormais d'un « groupement tactique désert » capable de mener des opérations avec les forces armées nigériennes en attaquant la région des Trois Frontières par le sud. Les effectifs de la base de Niamey vont gonfler à près de 900 personnes tandis que les autres bases de Barkhane vont réduire la voilure. Mais le Niger est lui aussi travaillé par des sentiments anti-français.

La France cherche un chemin pour sortir de l'impasse. « Au Sahel, la situation sécuritaire reste difficile et elle est désormais compliquée par un contexte politique malien très hostile et le déploiement des mercenaires russes de Wagner », a déclaré jeudi soir la ministre des Armées, Florence Parly. « Nous allons devoir trouver la voie pour, malgré ces difficultés, poursuivre la mission que nous nous sommes fixée et pour laquelle les pays d'Afrique de l'Ouest nous demandent notre appui : je veux parler de la lutte contre le terrorisme », a-t-elle poursuivi.

La France ne voudrait pas abandonner le terrain ni aux djihadistes, ni aux mercenaires russes. Mais sans volonté malienne de bénéficier d'un soutien, les militaires français hésitent sur la marche à suivre.

Le délitement de l'opération Takuba, symbole du difficile accouchement de l'autonomie stratégique de l'UE

ANALYSE - **Devant la mauvaise volonté du Mali et son appel à des mercenaires proches du Kremlin, la pertinence du groupe de forces spéciales européennes est remis question. Et avec lui toute la défense de l'UE.**

Par ISABELLE LASSERRE

PRÉSENTÉ par l'Élysée comme le symbole d'une défense européenne enfin émergente, le groupe de forces spéciales européennes Takuba, lancé en 2020 pour aider l'armée malienne à monter en puissance et à coopérer à la sécurisation de la région, est sur la sellette. Après des années d'efforts, la France avait réussi à réunir neuf cents militaires de quatorze pays, qui fournissent un soutien tactique et logistique aux opérations contre les djihadistes. Une aide qui, même minime et réduite à quelques dizaines d'hommes pour certains pays, devait aussi permettre de briser l'intenable tête-à-tête entre Paris et Bamako. L'union faisait la force. Jusqu'à aujourd'hui.

Le groupe paramilitaire Wagner, proche du Kremlin, qui a déployé ses mercenaires auprès de la junte, menace désormais l'existence de Takuba, le sabre en langue locale. La Suède a été la première à tirer les conséquences en annonçant le retrait de ses cent cinquante militaires, la plus grosse contribution après celle de la France, à la force Takuba. Certes, le mandat de Stockholm arrivait à expiration cette année. Mais il était question de le renouveler, et même d'envoyer cent hommes supplémentaires. « Très préoccupée » par l'arrivée de Wagner, considérant que les efforts de la junte pour rester au pouvoir sont « inacceptables », la Suède va aussi réévaluer sa présence dans la force de l'ONU, la Minusma. Plusieurs partis au Parlement demandent un départ rapide du Mali.

La décision de Stockholm n'a pas encore produit d'effet domino, puisque quatre vingt dix Danois sont en train de rejoindre Takuba, que des renforts roumains et hongrois sont attendus et que l'Estonie a été convaincue par les Français de rester. Mais le malaise est de plus en plus perceptible dans les pays d'Europe centrale et orientale, qui font de la menace russe une priorité et entretiennent souvent avec Moscou des relations exécrables. Ils ont ensuite protesté contre le déploiement des mercenaires russes en décembre dernier. Bien que les hommes de Wagner, déployés au centre, et les militaires de Takuba, plus à l'est vers Gao, n'interviennent théoriquement pas dans la même zone, un éventuel accrochage entre eux ne peut pas être complètement exclu. Même l'Allemagne envisage de réduire son contingent.

En posant la question du maintien de l'opération militaire française Barkhane, la dégradation des relations entre Paris et Bamako menace directement Takuba. Si la première devait se retirer du Mali ou être transférée dans un pays voisin, la seconde ne lui survivrait sans doute pas. Le Niger a déjà annoncé qu'il refusait d'héberger sur son territoire les forces spéciales européennes.

Or, on en est bien là depuis que les putschistes ont franchi les deux lignes rouges tracées par les partenaires étrangers : le refus des élections et le recours à Wagner pour sécuriser leur pouvoir.

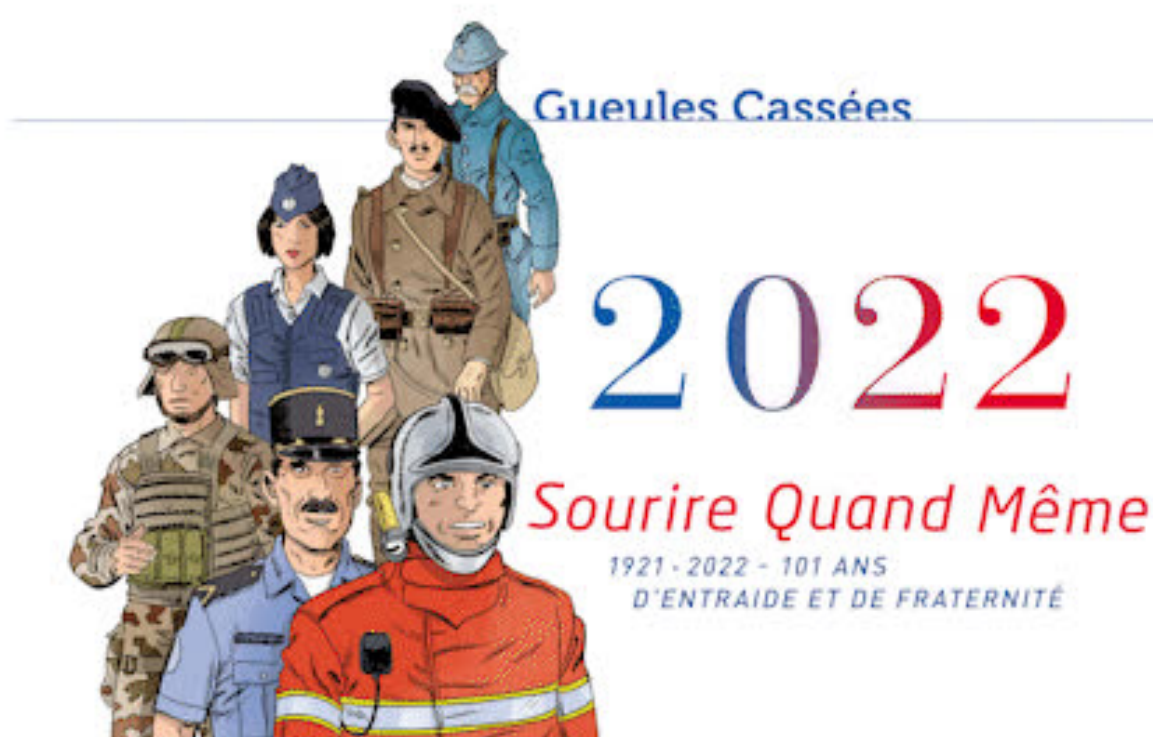
Après avoir affirmé que le déploiement des mercenaires russes était incompatible avec la présence française, la France avait mis de l'eau dans son vin et envisagé une cohabitation, même si elle est désagréable, avec les hommes de Wagner. Mais depuis, les relations entre Paris et Bamako se sont encore dégradées. Le sentiment anti-français flambe et la junte veut revoir les accords de défense avec la France, notamment le traité de coopération signé en 2014.

L'époque a bien changé : des drapeaux russes et des portraits de Vladimir Poutine sont brandis dans les manifestations contre les sanctions prises par la Cedeao, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest. Des pancartes exigent le départ immédiat des forces françaises. La France et les Européens veulent rester, a dit Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères. « Mais pas à n'importe quel prix. » Josep Borrell, le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, dit la même chose. « Nos missions vont continuer pour l'instant. Nous voulons rester engagés, mais cela ne doit pas se faire à n'importe quel prix », a-t-il prévenu.

Quelques mois seulement avant les élections françaises, les efforts de Bamako pour chasser du Mali les forces françaises et européennes pourraient se transformer en un exercice acrobatique pour Emmanuel Macron. En menaçant Takuba, une coopération restreinte et de toute façon ponctuelle, mais qui constitue un symbole important pour l'Élysée, ils risquent aussi de jeter une lumière crue sur l'état réel de la défense européenne. Tous les efforts d'Emmanuel Macron dans ce sens depuis qu'il est arrivé à l'Élysée se sont cognés les uns après les autres aux murs des réticences européennes. La volonté d'Europe puissance, de souveraineté stratégique, d'autonomie européenne n'est pas partagée par les partenaires de la France, même si le président français change régulièrement de mots pour mieux faire accepter la vision de Paris par les autres capitales. Les pays d'Europe centrale et orientale ne se sentent en sécurité qu'au sein de l'Otan. Quant à l'Allemagne, elle reste une puissance pacifiste dont la sécurité dépend toujours des États-Unis, même s'ils s'éloignent de plus en plus rapidement du Vieux Continent. La France risque aujourd'hui au Mali une réplique de l'échec américain en Afghanistan. Takuba ne pourra pas l'empêcher...

#Voeux2022

Retrouvez la présentation des vœux 2022 de Monsieur Patrick Remm, président de l'Union des Blessés de la Face et de la Tête, les Gueules Cassées et du Général (2s) Luc Beaussant, président de la Fondation des "Gueules Cassées" sur nos réseaux sociaux et notre site internet.



Retrouvez-nous sur

